

SYNTHESE

COMMENT LES AGENTS ÉCONOMIQUES SE FINANCENT-ILS ?

Dans les sociétés contemporaines, la création de richesses matérielles est majoritairement assurée par les entreprises. Une entreprise combine du capital, du travail, de la technologie et des ressources naturelles pour produire des biens et services qui seront échangés sur un marché.

Les facteurs de production mobilisés représentent un coût pour l'entreprise. Ce coût doit souvent être payé avant que les premières recettes soient perçues. La production nécessite un investissement préalable. L'augmentation de la production requiert une augmentation de l'investissement et son financement qui permet l'accumulation de facteurs de production.

Investir soulève donc la question du financement de l'économie. Le financement de l'économie se définit comme l'ensemble des processus permettant aux agents économiques (entreprises, ménages, administrations) de couvrir les besoins financiers liés à leur activité.

Le besoin de financement émerge lorsque l'agent qui souhaite acquérir un actif ne dispose pas des ressources suffisantes pour couvrir cette acquisition.

En revanche un agent est en besoin de financement dès lors que les dépenses nécessaires à son activité sont supérieures aux ressources dont il dispose : l'épargne de l'agent est inférieure à la dépense nécessaire pour réaliser l'investissement le besoin de financement émerge du décalage dans le temps entre les flux monétaires entrants (recettes) et les flux monétaires sortants (dépenses) qui résulte de la nature de l'activité économique.

Les entreprises ne sont pas les seules à avoir des besoins de financement. Les administrations publiques en ont aussi. À l'échelle macroéconomique, la Nation peut laisser apparaître un besoin de financement : dans le premier cas, comme la France, le Royaume-Uni ou les États-Unis, les pays recourent aux capitaux des agents économiques non-résidents. L'État, les collectivités territoriales et administrations de Sécurité sociale dégagent également des besoins de financement conséquents qui évoluent en fonction de la conjoncture et des politiques publiques.

Enfin, un ménage qui souhaite acquérir un logement ne dispose pas toujours des fonds nécessaires à cette acquisition. Ce ménage est, dans ce cas, en besoin de financement..

Ainsi des agents présentent des besoins de financement (leurs ressources sont inférieures à leurs dépenses), d'autres présentent des capacités de financement (leurs ressources sont supérieures à leurs dépenses).

Ces derniers disposent d'une épargne qui peut être affectée aux agents qui en ont besoin. Cette affectation correspond au financement de l'économie ;

Les agents en capacité de financement comme les banques peuvent disposer d'une capacité de financement interne : à l'issue des opérations de production et de répartition des revenus salariaux primaires et des impôts sur la production, elles disposent généralement d'un solde positif, l'excédent brut d'exploitation lequel, ajouté aux amortissements, alimente les bénéfices conservés constituant l'autofinancement. En ce cas, ils s'autofinangent.

Les agents en besoin de financement ont recours à un financement externe qui est de deux types.

Le financement direct met directement en relation les agents en capacité de financement avec les agents en besoin de financement. Dans ce cas, les emprunteurs sollicitent directement les prêteurs en leur proposant un avantage économique en échange des fonds qu'ils fourniront. Cela concerne le recours aux marchés financiers (financement par actions ou obligations)

Une entreprise en besoin de financement peut proposer à un agent en capacité de financement de devenir propriétaire d'une partie de l'entreprise en échange des fonds qu'il apporte. Le contrat qui sera souscrit entre ce nouveau copropriétaire et l'entreprise est une action : un titre de propriété.

Ce titre ne prévoit pas le remboursement des fonds que l'actionnaire fournit à l'entreprise, mais lui concède en échange, un autre avantage économique : une partie de la propriété de l'entreprise, s'accompagnant d'un droit aux éventuels profits qu'elle réalisera et un droit de participer aux décisions concernant son fonctionnement.

Pour effectuer un financement externe direct par actions, l'entreprise procède à une augmentation de capital : elle émet de nouvelles actions qui pourront être achetées par des agents en capacité de financement, qui deviendront co-propriétaires de l'entreprise (se partageant la propriété avec les agents déjà propriétaires, au prorata de leurs parts). Les fonds issus de cette augmentation de capital sont de nouvelles ressources, que l'entreprise pourra utiliser pour acheter des facteurs de production et des consommations intermédiaires pour produire de la valeur. Une partie des richesses ainsi créées viendront ensuite rémunérer ces fonds sous forme de dividendes.

Ensuite une entreprise en besoin de financement peut emprunter des fonds à des agents en capacité de financement en leur proposant de souscrire à un contrat appelé obligation. Cet agent en capacité de financement peut être un particulier, une entreprise ou encore un fonds de placement. En souscrivant ce contrat, le prêteur met des fonds à disposition de l'emprunteur en échange d'un titre financier qui atteste juridiquement de la promesse que fait l'entreprise de le rembourser à une date donnée et en y ajoutant une rémunération appelée intérêt. L'obligation représente donc, pour le prêteur, le droit d'être remboursé et, pour lui, l'intérêt est un revenu. Pour l'emprunteur, l'obligation est un titre de dette et, pour lui, l'intérêt est un coût.

Le recours à l'emprunt obligataire par les entreprises s'explique notamment par leur volonté de diversifier leurs sources de financement. Généralement, les entreprises partagent la somme empruntée en un grand nombre d'obligations, auxquelles souscriront des prêteurs différents. De plus, les obligations permettent aux entreprises d'obtenir des financements à plus long terme que ceux octroyés par les banques, souvent, avec moins de contraintes et à moindre coût puisqu'il n'y a pas de banque à rémunérer.

Le recours à l'intermédiation financière – ou financement indirect, le dernier recours du financement externe reste majoritaire en France et dans la zone euro. La finance indirecte ou finance intermédiée, signifie que les emprunteurs s'adressent à des intermédiaires financiers (en particulier les banques) qui leur octroient des crédits. Ces crédits proviennent pour partie des dépôts que les intermédiaires financiers ont collectés auprès des agents en capacité de financement.

L'agent emprunteur à qui le crédit est accordé sera lié par un contrat avec le prêteur, selon lequel il promet de rembourser les fonds à une date précise et à verser des intérêts. Ces intérêts sont donc un coût pour l'emprunteur et un revenu pour le prêteur. Notons que pour un épargnant les intérêts constituent le revenu de son placement. Cette rémunération reçue par les banques lors du crédit vise à compenser (ou « récompenser ») le prêteur du renoncement qu'il effectue et des risques qu'il prend en mettant ses fonds à disposition d'autres agents. En effet, en prêtant ses fonds, le prêteur renonce à la satisfaction que lui procurerait la consommation s'il dépensait lui-même ses fonds, il doit attendre que l'emprunteur le rembourse pour en jouir ; le prêteur n'est pas certain que l'emprunteur remboursera et prend le risque de perdre ses fonds.

Face à l'anonymat, les banques, qui entretiennent des relations durables avec leurs clients et connaissent leur trésorerie, sont des agents qui réduisent l'asymétrie d'information et sélectionnent les projets à financer. Elles restent « frileuses » à accorder des crédits.

Par conséquent, du côté de l'emprunteur, une somme immédiatement disponible comporte un coût : s'ajoute donc au montant de l'investissement initial, le « principal », un taux d'intérêt qui matérialise le coût du crédit. Au total, l'emprunteur verse : $\text{Principal} \times (1+r)^T$ où T représente le nombre d'années, somme que reçoit en retour le prêteur.

Le revenu disponible des ménages se répartit entre consommation et épargne et ils peuvent dégager des besoins ou des capacités de financement. À l'issue de leur participation à l'activité productive et des opérations de redistribution, les ménages obtiennent un revenu disponible qui leur permet de consommer et épargner. Pour les entreprises, il s'agit de l'excédent brut d'exploitation qui permet de connaître la capacité ou non de financement.

Pour ce qui est de l'état, le solde budgétaire résulte de la différence entre les recettes (fiscales et non fiscales) et ses dépenses ; il faut comprendre que le déficit budgétaire est financé par l'emprunt et savoir qu'une politique de dépenses publiques peut avoir des effets contradictoires sur l'activité .

L'État, les collectivités territoriales et administrations de Sécurité sociale dégagent également des besoins de financement conséquents qui évoluent en fonction de la conjoncture et des politiques publiques. Lorsque les recettes sont insuffisantes pour couvrir les dépenses, le budget fait apparaître un déficit budgétaire (ou « déficit public » si l'on compare l'ensemble des recettes et dépenses des administrations publiques) ;

S'il n'y a pas hausse des impôts, car cela permet d'augmenter le pouvoir d'achat, l'État doit s'endetter mais cela accroît la charge de la dette.

Le Trésor public émet des obligations sur le marché financier, achetées par les investisseurs pour se financer.

Chaque année, l'état prévoit de réaliser des dépenses. et réalise des prélèvements obligatoires ce qui lui permet d'obtenir des recettes pour les financer. Le document qui enregistre cela s'appelle le budget de l'État , voté tous les ans à l'automne ; Lorsque l'Etat a des dépenses supérieures à ses recettes il enregistre un déficit Cela le conduit à émettre des obligations sur les marchés financiers pour se financer et donc à s'endetter auprès de créanciers. Les déficits augmentent donc chaque année la dette de l'État .L'état doit verser chaque année des intérêts à ses créanciers. On parle de la charge de la dette. Ils contribuent à augmenter les dépenses en période suivante et donc à l'apparition d'un déficit avec un montant plus élevé, à l'émission de nouvelles obligations., à l'accroissement de la dette, de la charge de la dette... Pour ces raisons les déficits auto-alimentent la dette et ont tendance à la faire grossir sans cesse. On parle d'effet boule de neige.

Egalement , la relance budgétaire(politique budgétaire de relance) pour stimuler la consommation et l'investissement par ex en baissant les impôts tient dans les tensions sur les taux d'intérêt. L'État en effet puisqu'il augmente ses dépenses tout en étant en besoin de financement vient concurrencer les demandes d'emprunt des entreprises : Il emprunte de trop et cela contribue à augmenter les taux d'intérêts sur les marchés et les entreprises peinent ensuite à investir (effet d'éviction) car les taux augmentent.

Enfin , ces politiques de relance budgétaire font que les agents économiques anticipent des futures hausses d'impôt car il augmente ses dépenses, lesquelles devront à plus ou moins terme être compensées par une fiscalité plus importante. Cela peut finalement amener à une hausse de l'épargne, une baisse de la consommation et de l'investissement et peut -être du chômage si ce n'est récession.